

Proposition présentée par les députés :
MM. Sylvain Thévoz, Thomas Wenger, Emmanuel
Deonna

Date de dépôt : 7 juin 2022

Proposition de résolution

pour l'interdiction de l'importation et du commerce de transit en Suisse de combustibles fossiles provenant d'entreprises majoritairement en mains de la Russie ou appartenant à des personnes qui entretiennent des relations étroites avec le Kremlin (*Résolution du Grand Conseil genevois à l'Assemblée fédérale exerçant le droit d'initiative cantonale*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;
vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;
vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 décembre 1985,
considérant

- la poursuite de l'invasion de l'Ukraine et l'effroyable bilan en vies humaines qu'elle provoque ;
- la résolution R 989 adopté le 17 mars 2022 par le Grand Conseil genevois ;
- le fait que l'Union européenne a approuvé lundi 30 mai un embargo sur le pétrole russe qui supprimera quelque 90% de leurs importations depuis ce pays d'ici à la fin de l'année ;
- la nécessité de ne pas nuire à la neutralité helvétique en faisant de notre pays une source de financement de la machine de guerre de la Russie ;
- la nécessité de préserver notre souveraineté en libérant la Suisse d'une dépendance énergétique envers la Russie,

demande à l'Assemblée fédérale

- de déclarer l'interdiction de l'importation de combustibles fossiles provenant d'entreprises majoritairement en mains de la Russie, ou appartenant à des personnes qui entretiennent des relations étroites avec le Kremlin ;
- de développer rapidement d'autres sources d'approvisionnement énergétiques, et particulièrement en énergies renouvelables issues de sources indigènes et durables (énergie solaire, éolienne, hydraulique, géothermique, biomasse, à distance).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Nous regardons avec horreur les images des villes ukrainiennes martyrisées et nous demandons quelles autres découvertes macabres nous attendent dans les régions d'Ukraine dans les jours et semaines à venir ? Combien de personnes vont encore être tuées à cause de cette guerre ? Combien d'enfants orphelins ? Combien d'autres femmes et enfants seront violés par des soldats russes ? Nous devons tout faire pour arrêter ce massacre dès que possible. Des économistes de renom affirment que l'embargo sur l'importation de pétrole et de gaz est probablement le moyen le plus rapide d'arrêter la guerre de Poutine. Chaque jour, l'Europe envoie à la Russie environ 1 milliard d'euros pour des livraisons de pétrole et de gaz russes. A son tour, l'argent du pétrole et du gaz tombe maintenant sous la forme de bombes et de missiles sur les villes ukrainiennes. Les experts de l'économie russe sont convaincus que tant que les pays européens continuent d'acheter du pétrole et du gaz russes, Poutine aura suffisamment d'argent pour payer l'armée, la police qui réprime les manifestations anti-guerre en Russie, les propagandistes qui trompent le reste de la population. En outre, Poutine tentera d'utiliser ces revenus pour semer le chaos et créer une division en Europe afin d'améliorer sa position de négociation. Au 1^{er} avril, tous les Etats baltes ont cessé d'importer du gaz russe. La Pologne et la Bulgarie vont rompre avec le pétrole et le gaz naturel russes en conséquence, d'ici à la fin de cette année. Par cet appel, nous exhortons le Conseil fédéral à se joindre à ce boycott dès que possible.

Des experts, dont le lauréat du prix Nobel Paul Krugman, soutiennent que l'embargo est gérable pour l'Europe. Selon les estimations du Centre de recherche économique de l'ETH Zurich, l'embargo sur les vecteurs énergétiques russes entraînera une baisse du PIB de 3 à 4% répartis sur deux ans. Les experts évaluent une telle baisse comme tangible, néanmoins surmontable. L'estimation des économistes suisses est cohérente avec les prévisions de leurs homologues européens. Une étude économique estime que l'arrêt des achats de carburants russes diminuerait les revenus réels des Européens de moins de 1%. D'autres études suggèrent qu'une coupure complète du gaz russe réduirait le PIB de la zone euro de 2% et serait compensée par des co-bénéfices environnementaux considérables.

De plus, la guerre de Poutine en Ukraine est en soi un désastre économique pour l'Europe. On a maintenant la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale (près de 7 millions de personnes au 1^{er} juin 2022), des perturbations des chaînes d'approvisionnement et la charge financière de l'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine. Chaque jour de guerre se traduit par une aggravation des prévisions pour l'économie européenne. Sans parler des coûts possibles d'une nouvelle escalade de la guerre qui menace d'impliquer d'autres pays d'Europe. Ainsi, mettre fin à la guerre de Poutine n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi un impératif économique.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se sont mis d'accord, lundi 30 mai, pour interdire immédiatement plus des deux tiers des importations de pétrole russe et mettre fin à 90% de ces dernières d'ici à la fin de l'année. Cette mesure vise à assécher les sources de financement de la « machine de guerre » de Moscou. La Suisse ne peut pas faire un Alleingang sur cette question et fragiliser les relations avec nos partenaires directs.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous prions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à cette initiative cantonale adressée à l'Assemblée fédérale.